

Chine : Xi Jinping se heurte à l'échec de sa stratégie zéro Covid

Le confinement drastique de Shanghai et bientôt peut-être celui de Pékin remettent en cause la politique sanitaire du président chinois. Mais, à l'approche du 20^e congrès du Parti communiste, les critiques du pouvoir sont systématiquement étouffées

PÉKIN - correspondant

Rien ne se passe comme prévu pour Xi Jinping. Depuis environ un an, le président chinois misait sur la croissance économique et la stabilité sociale pour s'assurer une réélection de maréchal lors du 20^e congrès du Parti communiste chinois (PCC), qui aura lieu à l'automne.

La réussite des Jeux olympiques d'hiver, en février, était de bon augure. Mais, depuis, rien ne va plus. La guerre lancée par son ami Vladimir Poutine en Ukraine le 24 février s'enlise. Pis, le confinement de Shanghai depuis un mois et peut-être demain de Pékin remet en cause, aux yeux mêmes de nombreux Chinois, le bien-fondé de sa stratégie zéro Covid. La croissance économique est en berne, tout comme le moral d'une population soumise à des restrictions depuis maintenant plus de deux ans. Malgré la censure, les Shanghaiens n'hésitent plus à crier leur colère et leur désespoir, et nombre d'hommes d'affaires occidentaux installés dans le pays, longtemps thuriféraires du régime, n'aspirent plus qu'à plier bagage.

Or, le 20^e congrès du PCC approche. Il se tiendra « au second semestre », selon les autorités. Sans doute en novembre. Les provinces sont en train de désigner les 2300 délégués. Xi Jinping a été « élu » délégué du Guangxi, une province rurale du sud-ouest du pays, vendredi 22 avril. Ce congrès ne ressemblera pas aux précédents. Ayant obtenu,

en 2018, une modification de la Constitution qui lui permet de rester président de la République durant plus de dix ans, Xi Jinping va très vraisemblablement être réélu secrétaire général du PCC puis président de la République.

Mais qu'en est-il des autres dirigeants ? Comment va évoluer le véritable cœur du pouvoir, le comité permanent du bureau politique, qui compte aujourd'hui sept membres mais en a longtemps compté neuf ? Qui va remplacer le premier ministre Li Keqiang, qui quitte son poste en 2023 ? A l'échelon inférieur, qui va intégrer le bureau politique ? Continuera-t-il à comprendre vingt-cinq personnes ? Parmi ses membres actuels, qui sont ceux qui vont intégrer le comité permanent ? Question annexe : la gestion contestée du Covid-19 à Shanghai va-t-elle avoir des conséquences sur la carrière des dirigeants de la ville, traditionnellement promis aux plus hautes fonctions nationales ?

AUCUN DÉBAT POSSIBLE

Pour le moment, personne n'a de réponse à ces questions essentielles. Le climat est délétaire. Il se murmure qu'à Pékin tout le monde ne voit pas d'un mauvais œil les difficultés de Shanghai l'insolente. Début avril, Pékin a non seulement dépêché dans la deuxième ville du pays 38 000 personnels de santé supplémentaires, mais également plus de deux mille soldats. « Parce que Pékin ne fait pas confiance aux unités de police de Shanghai – pour des raisons assez évidentes –, les forces de police armées spéciales

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EST EN BERNE, TOUT COMME LE MORAL D'UNE POPULATION SOUMISE À DES RESTRICTIONS DEPUIS MAINTENANT PLUS DE DEUX ANS

de [la province de] Shandong ont été envoyées en "renfort" depuis le 31 mars environ. Elles ne répondent pas au bureau de la sécurité publique de Shanghai », explique Alex Payette, un consultant canadien spécialiste de la Chine, dans un article publié sur le site *Asialyst* mi-avril.

Face à ces difficultés, Xi Jinping ne donne aucune indication sur ses intentions, mais reste inébranlable et accuse Washington de tous les maux. Pas un jour ne passe sans que la propagande rappelle que les Etats-Unis et l'OTAN sont à l'origine de la guerre en Ukraine. Selon celle-ci, l'Alliance atlantique n'est plus une alliance défensive mais offensive, dont la Chine risque, si elle n'y prend garde, d'être la prochaine victime.

La « sécurité nationale » est mise à toutes les sauces pour faire taire la moindre voix dissonante. Des Chinois publient, le 22 avril, une vidéo de six minutes reprenant quelques témoignages de Shanghaiens désespérés par le confinement auquel ils sont soumis ? Les censeurs qualifient immédiatement celle-ci de « révolution de couleurs ». Se plaindre qu'un vieillard ne soit pas admis

à l'hôpital pour recevoir des soins vitaux, qu'une femme sur le point d'accoucher ne puisse pas accéder à une maternité ou encore qu'une famille manque de nourriture, c'est ourdir un complot et, sous-entendu, être manipulé par les Occidentaux.

En visite à la mi-avril sur l'île de Hainan, Xi Jinping a rappelé qu'il fallait « persévérer pour réussir » et qu'il ne saurait être question de relâcher l'effort dans la lutte contre le Covid-19. Il n'y a donc pas de débat possible, ni sur la politique sanitaire, ni sur l'efficacité des vaccins chinois, ni sur le refus de Pékin d'imposer des vaccins à ARN messager, ni sur le faible taux de vaccination des personnes âgées. Seuls 20 % des plus de 80 ans ont reçu trois doses.

Zhong Nanshan, le pape des épidémiologistes chinois, l'a appris à ses dépens. Celui qui avait reçu des mains de Xi Jinping la médaille de la République en 2020 pour son rôle éminent contre le Covid-19 se fait désormais censurer sur Internet parce qu'il a osé écrire qu'à long terme la politique zéro Covid n'était pas viable. « Pékin devrait pourtant savoir à présent que l'isolement total ne fonctionne pas.



La population de Pékin se prépare à un possible confinement

Alors que les autorités municipales intensifient les tests, des habitants de la capitale ont commencé à faire des réserves de nourriture

PÉKIN - correspondant

Pékin va-t-elle à son tour être confinée ? Réponse sans doute samedi 30 avril, au lendemain des derniers tests d'acide nucléique auxquels sont actuellement soumises la quasi-totalité des 21 millions de personnes résidant dans la capitale. A la suite de la découverte de six cas de Covid-19 vendredi 22 avril, et de 22 nouveaux cas le lendemain, les autorités de la ville ont décidé de tester à trois reprises durant la semaine la population du district de Chaoyang (3,4 millions d'habitants au centre-est de la ville), une mesure étendue vingt-quatre heures plus tard à la quasi-totalité de la capitale. Seuls quelques districts ruraux à la périphérie de

la ville en sont dispensés. Même en juin 2020, quand des cas de Covid-19 avaient été repérés, notamment dans un marché de gros à Fengtai, un district du sud de la capitale, les tests n'avaient pas été aussi systématiques. Mercredi, 113 cas de Covid étaient recensés.

Dès l'annonce, dimanche soir, de l'organisation de tests à Chaoyang, de nombreux Pékinois ont pris les magasins d'assaut. En moins de deux heures, la plupart des rayons alimentaires ont été dévalisés. Suning, le distributeur de produits électroménagers, a vendu plus de 300 congélateurs à Pékin. Autant qu'en un mois normal. La frénésie d'achats s'est poursuivie le lendemain.

Dimanche, Liu Xin, une présentatrice de CCTV connue pour son

nationalisme, postait sur Twitter des photos de rayons vides, avec ce commentaire : « C'est le tour de Pékin. Mais nous sommes prêts. J'ai aussi fait des stocks, pour la première fois en deux ans. Préparez-vous pour des temps difficiles. » Mais, lundi, le tweet a disparu et la star a fait son mea culpa. « En une nuit, le même magasin a été approvisionné de produits frais. La question est seulement de savoir ce que vous voulez acheter. Pas ce que vous pouvez. Il n'était vraiment pas nécessaire pour moi de surréagir hier soir », explique-t-elle, posant devant un rayon de fruits et légumes plein à craquer.

A quelques mois du 20^e congrès du Parti communiste, rien ne serait pire pour le pouvoir que d'être incapable d'assurer la sé-

curité alimentaire de sa population, notamment dans sa capitale. Dès lundi, Zhao Weidong, directeur adjoint du bureau du commerce de la ville, a fait savoir que sept grands marchés de gros de produits agricoles avaient fourni un total de 22 700 tonnes de légumes. « Les autres stocks, tels que le riz, la farine et l'huile dans la ville, sont encore capables de subvenir aux besoins des habitants pendant trente jours », a-t-il déclaré. De fait, les magasins ont été réapprovisionnés et le calme est revenu.

« On se contente d'acheter du Coca-Cola et du chocolat pour se faire plaisir en cas de confinement. Le reste nous sera fourni », explique M^{me} Wang, une mère de famille de Dongcheng. La ville

semble partagée entre les Pékinois convaincus que leur administration saura mieux gérer la situation que Shanghai et d'autres, qui ne voient pas pourquoi la ville échapperait à un confinement aussi strict.

Quarantaine des cas contacts

A Pékin, comme dans le reste du pays, plus on est âgé, moins on se fait vacciner malgré des incitations financières qui peuvent atteindre environ 70 euros. La plupart des événements sportifs et culturels sont d'ores et déjà annulés. Les cours extrascolaires en présentiel sont interdits et quelques résidences où des cas de Covid ont été signalés sont d'ores et déjà confinées. D'ailleurs, mercredi, les écoles primaires et les

collèges du district de Tongzhou, à l'est de la ville, ont été fermés.

Chacun attend donc les décisions des autorités sachant que, depuis plusieurs mois, il est impossible d'entrer dans la capitale si l'on vient d'une ville ou d'un comté où un cas de Covid a été enregistré. En outre, les parents d'enfants dans les écoles publiques doivent envoyer quotidiennement au responsable de classe les données de santé prouvant qu'ils ne se sont pas rendus dans une ville ou un quartier « à risque ». Enfin, il suffit d'avoir été cas contact pour être placé en quarantaine chez soi pendant deux semaines. Même si les Pékinois ne sont pas – encore – confinés chez eux, ils le sont, de fait, dans la capitale. ■

FREDERIC LEMAITRE



Pendant le confinement de Shanghai, des autotests (ici le 26 avril), obligatoires avant d'aller effectuer un test PCR, sont fournis aux habitants. Une équipe de désinfection intervient dans une maison où un cas a été détecté, le 23 avril. Le gouvernement fournit des paniers alimentaires, ici le 15 avril. SIMON LEPLÂTRE

A Shanghai, la politique d'enfermement maximal

Les habitants de quartiers entiers de la mégalopole, confinée depuis un mois, sont envoyés en quarantaine dans des provinces voisines

REPORTAGE

SHANGHAI - correspondance

M^{me} Ren, 34 ans, ne s'attendait pas à recevoir à la visite de la police le 22 avril : « Ils sont arrivés à minuit pour nous dire que, parce qu'il y avait beaucoup de cas dans notre résidence, nous serions tous envoyés à l'isolement », témoigne la jeune femme. Dimanche, nous avons tous dû enfiler des combinaisons intégrales et nous avons été mis dans un bus avec une quarantaine de voisins, vers 16 heures. On est arrivés dans un ancien sept heures plus tard, sans la moindre pause. Pour faire nos besoins, on nous avait distribué des couches. Dans le bus, il y avait une femme enceinte de sept mois, une personne âgée de plus de 80 ans et un enfant de 5 ans », raconte-t-elle.

Enfin arrivés à destination, ils apprennent qu'ils se trouvent à Bengbu, dans la province chinoise d'Anhui, à 500 kilomètres au nord-ouest de Shanghai. Ils posent leurs valises dans un ancien hôtel transformé en centre de quarantaine deux ans plus tôt, au début de la pandémie de Covid-19. Ses photos montrent des murs rongés par l'humidité, un mobilier couvert de traces de chlore et des cafards qui parcourent la chambre. « Après que j'ai publié des photos sur Weibo, mon comité de quartier m'a appelée pour me dire qu'il n'y avait pas mieux, mais qu'ils pourraient nous distribuer des lingettes désinfectantes pour nettoyer un peu... je suis résignée », dit-elle en soupirant au téléphone.

Barrières métalliques

Après un mois de confinement drastique, les autorités de Shanghai sont prêtes à tout pour faire baisser le nombre de nouveaux cas de Covid-19. L'objectif est simple : que 100 % des cas contacts se trouvent à l'isolement, de sorte que le virus ne circule plus au sein de la communauté. Pour ce faire, les responsables n'hésitent pas à envoyer des quartiers entiers en quarantaine, parfois dans des provinces voisines.

Shanghai dispose de plus de 300 000 places d'isolement collectif. Mercredi, 12309 nouveaux cas ont été recensés, après un pic à plus de 27 000 cas mi-avril. Mais la route pour revenir à un niveau acceptable est encore longue, car les autorités centrales le martèlent ces dernières semaines : la Chine n'est pas prête à vivre avec le virus, et seule la politique zéro Covid est correcte. Ces dernières semaines, des villes sont mises sous cloche pour quelques cas seulement.

A Shanghai, les autorités emploient le slogan d'« embarquer

tous ceux qui doivent être embarqués » (« yingshou jinshou »), utilisé également dans le cadre de campagnes contre le terrorisme au Xinjiang. Plusieurs séries de mesures ont été annoncées depuis dix jours : renforcement des contrôles routiers, désinfection des résidences et installation de détecteurs sur les portes des personnes positives, en attendant de les envoyer en centres d'isolement. Samedi 23 avril, la pression est encore montée d'un cran, avec l'apparition de barrières métalliques et de certains enrégimentés et bâtiments ayant enregistré des cas depuis moins de sept jours. Une directive du nouveau district de Pudong, dans l'est de la ville, précisait samedi que les barrières doivent utiliser un grillage assez large pour permettre d'effectuer les tests en passant les écouvillons au travers, pour éviter d'avoir à ouvrir les grilles, et que des agents de sécurité devraient monter la garde 24 h sur 24 autour de ces bâtiments.

Dans la ville, la frustration grandit : « Je refuse de descendre faire les tests depuis qu'ils ont mis ces grillages en bas de chez moi », témoigne une habitante du district de Pudong. De plus en plus d'habitants tentent ainsi de désobéir, à la fois par crainte que les tests soient des vecteurs de transmission du virus, et par colère contre les restrictions sans fin dont ils sont victimes. Au point que les autorités diffusent des menaces par SMS : « Rappel amical : les personnes qui ne se soumettent pas aux tests verront leur code de santé changer au jaune », ont été avertis mardi les habitants du district de Huangpu. Les codes QR de santé sont verts quand tout va bien, jaunes pour les cas suspects, et rouges pour les cas confirmés. Perdre son code vert peut avoir des conséquences lourdes, notamment en cas de demande d'accès à des hôpitaux.

Gabrielle Gaillard est une jeune Française installée dans le centre de Shanghai depuis deux ans. Mardi, vers minuit, elle a reçu un message de son comité de résidents lui demandant son numéro de passeport, en prévision du déplacement de tous les habitants de sa ruelle dans un hôtel pour une période de cinq jours. « Après le départ des habitants négatifs, la ruelle sera entièrement désinfectée », indique le message. Gabrielle hésite, sa résidence de 80 habitants n'est pas prête à vivre avec le virus, et elle se demande si elle doit transférer tout le monde, on risque de s'infecter entre nous ! Ce matin à 8 heures, ils ont commencé à emmener les voisins. Quand j'ai demandé plus d'information sur l'hôtel où ce serait situé, on m'a dit que ce ne serait sans doute même pas à Shanghai », témoigne cette créatrice de vidéos de voyages.

Outre les mesures extrêmes, c'est le caractère aléatoire de leur application qui épuise les habitants, maintenant dans une incertitude permanente. Début avril, Gabrielle Gaillard a tout fait pour envoyer son chien chez un ami à

LES AUTORITÉS EMPLOIENT LE SLOGAN « D'EMBARQUER TOUS CEUX QUI DOIVENT ÊTRE EMBARQUÉS », UTILISÉ ÉGALEMENT DANS LE CADRE DE CAMPAGNES CONTRE LE TERRORISME

Pékin, parce qu'une habitante de sa ruelle placée en centre d'isolement avait dû abandonner ses deux chats chez elle. Vingt jours plus tard, elle n'est toujours pas revenue à son domicile : « Les voisins ont cherché à porter assistance aux deux animaux, mais il y a un scellé sur sa porte, nous avons interdiction formelle de rentrer, et ses fenêtres ne sont pas accessibles. On ne sait pas dans quel état sont les chats », déplore-t-elle.

Dans d'autres communautés, les comités de quartier sont plus compréhensifs et laissent les voisins intervenir. De même, certains patients positifs peuvent rester à l'isolement chez eux, alors que la plupart sont envoyés dans des centres d'isolement aux conditions spartiates.

« Allez faire le PCR ! »

Pour la plupart des habitants de Shanghai, les tests sont la seule sortie autorisée chaque jour. Dans la matinée, à partir de 7 heures, des volontaires viennent tambouriner aux portes de notre quartier de petites maisons accolées dans le centre ancien de Shanghai. « Numéro 33, allez faire le PCR », crient les volontaires à plein poumon pour réveiller les habitants jusqu'au deuxième étage. Mardi, Shanghai avait décidé de nouveau de tester toute la ville en une journée. Le système informatique n'a pas suivi : faute de pouvoir scanner les codes QR des personnes pour les identifier, les employés en combinaison blanche ont prié les habitants qui patientaient sous la pluie de revenir plus tard.

Cette courte sortie donne un aperçu du climat qui règne dans la ville. Si la plupart des habitants sont résignés, certains craquent : enfermés derrière une grille érigée deux jours plus tôt, un quadragénaire trapu, armé d'un tuyau en plastique, frappe tout ce qui passe à sa portée en hurlant : « Je n'ai plus un sou pour vivre ! Et tout ce que vous faites pour nous, c'est de nous envoyer faire des tests. » Sur le chemin du retour, on croise un homme, la cinquantaine, réfugié avec quelques couvertures sous le porche d'un restaurant pour s'abriter de la pluie. Il fait partie des milliers de gardiens placés en faction à l'entrée de chaque ensemble résidentiel de la ville. Mais son dortoir a connu plusieurs cas, alors lui et ses camarades dorment dehors en ce moment : « Mei banfa, dit-il en soupirant (On n'y peut rien). »

SIMON LEPLÂTRE

SE PLAINDRE QU'UN VIEILLARD NE SOIT PAS ADMIS À L'HÔPITAL POUR RECEVOIR DES SOINS VITAEUX, C'EST OURDIR UN COMLOT ET ÊTRE MANIPULÉ PAR LES OCCIDENTAUX

Guangxi, le numéro un chinois a été qualifié de « pilote du grand renouveau ». Certains parlent de « nord-coréanisation » de la politique chinoise.

Mais le pilote est sans doute plus inquiet que son air bonhomme le laisse supposer. Alors que le taux de chômage des jeunes urbains (16-24 ans) atteint 16 % de la population active, que les ventes au détail ont plongé de 3,5 % à la fin du premier trimestre et que la croissance du pays continue de dépendre en grande partie de ses exportations, Xi Jinping fait de la relance de l'économie une priorité.

Président, mardi 26 avril, une réunion du comité central pour les affaires financières et économiques, le secrétaire général du PCC a ordonné d'investir massivement dans les infrastructures. « Nous devons reconnaître qu'elles ne répondent pas aux besoins du développement et de la sécurité nationale. Renforcer la construction d'infrastructures sur tous les plans est d'une grande importance pour assurer la sécurité nationale (...) développer la demande intérieure et promouvoir un développement de haute qualité », indique le compte rendu diffusé par la chaîne CCTV.

Transport, énergie bas carbone, cloud computing, intelligence artificielle... la liste des secteurs concernés semble infinie, mais aucune enveloppe financière n'a été affectée. Alors que le pays tourne au ralenti – environ soixante-dix des plus grandes villes chinoises restreignent les déplacements en raison de la politique zéro Covid –, cette relance des investissements publics est aussi politique qu'économique. Xi Jinping entend faire taire toute contestation.

Selon le *Wall Street Journal*, Xi Jinping a clairement dit à son entourage qu'il fallait absolument que la Chine atteigne cette année les 5,5 % de croissance comme prévu, car elle doit dépasser le taux de croissance des États-Unis afin de prouver la supériorité du modèle économique chinois. « Il [Xi Jinping] est très franc avec moi. Il ne croit pas que la démocratie puisse fonctionner au XXI^e siècle, et [même] dans le second quart de siècle. Parce que les choses vont trop vite », a confié, le 21 avril, le président américain, Joe Biden, devant une assemblée démocrate.

Le 20^e congrès du PCC devrait se tenir à peu près au même moment que les élections de mi-mandat américaines – elles se dérouleront en novembre –, qui pourraient mettre Joe Biden en difficulté. Il est essentiel pour Xi Jinping d'en sortir triomphant. C'est peut-être maintenant qu'en coulisse tout se joue. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

Pourtant, le pouvoir central demeure, pour ainsi dire, prisonnier de ce modèle : l'abandonner reviendrait à reconnaître que le PCC se trompe depuis le début. Cette option n'est pas envisageable – encore moins à quelques mois du 20^e congrès », analyse M. Payette.

Pas davantage que les diplomates ou les experts en politique internationale, les scientifiques n'ont le droit d'interroger la ligne officielle. « Ça me rappelle ce que j'ai connu avant la chute du mur de Berlin. Des diplomates rédigeaient des rapports critiques, mais, parallèlement, les responsables du Parti indiquaient dans leurs notes que tout allait bien, et les dirigeants ne prenaient en compte que ce dernier point de vue. C'est pareil à Pékin », confie un ambassadeur d'un pays d'Europe centrale.

« NORD-CORÉANISATION »

En ces temps de difficulté, le culte de la personnalité atteint des sommets. Le lundi 25 avril, Xi Jinping s'est rendu à l'université du Peuple de Chine, à Pékin, pour expliquer que le pays devait « développer des universités de classe mondiale ». Le dernier paragraphe du compte rendu officiel de la visite donne une idée de l'ambiance : « Lorsque Xi a quitté l'université, les deux côtés de la route étaient bondés de enseignants et d'étudiants qui ont salué le secrétaire général avec excitation. Ils ont acclamé d'une seule voix : Xi les a salués au milieu des applaudissements et des acclamations. »

De son côté, le gouverneur du Guangdong, Wang Weizhong, a exprimé sa « gratitude éternelle au secrétaire général » à plus de dix reprises dans son discours d'investiture pour le congrès du PCC. Dans le